



LA FERME TORRO LEWARA

PROJETS ET PERSPECTIVES

JUILLET 2026

NOTE DE SYNTHÈSE

L'ÉLEVAGE EN CÔTE D'IVOIRE

Enjeux, opportunités et perspectives

Ferme agropastorale — Torro Lewara, Dabakala
(Région du Hambol)

Juin 2026

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

En 2024, la Côte d'Ivoire a **importé 51%** de sa consommation de **viande** et **87 %** de ses besoins en **lait**. L'élevage ne représente que **1 % du PIB national** (soit environ 335 milliards de FCFA), alors que le marché intérieur des produits bovins est estimé à 900 milliards FCFA en 2024, et pourrait atteindre à l'horizon 2027, 1 320 milliards de FCFA (~2,2 milliards USD).

Ce déficit structurel constitue une opportunité exceptionnelle pour tout investisseur souhaitant développer une ferme agropastorale dans le Nord du pays. Le cheptel bovin est estimé à environ 2 millions de têtes, ne couvrant qu'environ 43% des besoins d'abattage évalués à 240 000 têtes par an (soit 657 têtes par jour).

Dans ce contexte, le projet de Ferme Agro-Pastorale de TORRO LEWARA, porté par l'ancien Maire de Dabakala, M. OUATTARA SOULEYMANE (ARTS SARL), s'inscrit au cœur d'une opportunité historique : créer dans la région du Hambol un complexe agro-pastoral intégré de classe mondiale, combinant un dispositif d'embouche en flux continu de 60 000 têtes (4 lots rotatifs de 15 000 têtes renouvelés chaque trimestre) et 30 000 vaches laitières pour une production de plus 400 000 litres de lait par jour. Ce projet élaboré sur 7 ans, s'inscrit en parfaite cohérence avec les politiques publiques nationales (PRO-Bovine, PNADEC-Lait, PNIA II) et les objectifs de souveraineté alimentaire de la Côte d'Ivoire.

CHAPITRE 1 | L'ÉLEVAGE EN CÔTE D'IVOIRE

1. Introduction

L'élevage en Côte d'Ivoire est une activité ancienne, mais moins développée en comparaison aux grandes cultures de rente (cacao, café, anacarde). Pourtant, avec une population de 32 millions d'habitants en 2024 (dont une large classe moyenne urbaine en expansion) et un taux de croissance du PIB soutenu à 6 % par an, la demande en protéines animales est élevée.

Le secteur est structurellement déficitaire ; malgré des cheptels en progrès, le pays ne couvre que 49% de ses besoins en viande et seulement 13 % de ses besoins en lait.

C'est dans ce contexte que le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) a engagé depuis 2022 une série de programmes ambitieux pour moderniser la filière et attirer des investissements privés. La ferme TORRO LEWARA envisagée à Dabakala s'inscrit pleinement dans cette dynamique nationale.

2. Vue globale du secteur de l'élevage et des ressources animales

Le cheptel ivoirien est diversifié et couvre plusieurs espèces.

Sur la période 2015–2024, les effectifs ont progressé à des rythmes variés : les bovins ont augmenté en moyenne de 1,83 % par an, les ovins de 3,96 %, les caprins de 11,84 %, les porcins de 2,16 % et les volailles de 11,18 %.

Espèce	Cheptel 2024	Croissance moyenne annuelle de 2015 à 2024	Bassins principaux
Bovins	1 896 358	+1,83 %	Nord, Centre-Ouest
Ovins	2 636 786	+3,96 %	Centre, Est
Caprins	5 447 608	+11,84 %	Centre, Est, Nord
Porcins	472 572	+2,16 %	Sud, péri-urbain
Volailles	149 174 871	+11,18 %	National (moderne)

Quatre races bovines coexistent : le N'Dama (14 % du cheptel), taurin trypano-tolérant et rustique, le Baoulé (37%), race locale plus petite adaptée aux conditions tropicales, le Zébu (30%), majoritairement élevé au Nord, plus grand et productif mais sensible à la trypanosomiase, et la race Lagunaire (19 %), confinée au littoral. Les éleveurs pratiquent souvent le métissage Zébu × Baoulé pour combiner taille et résistance.

⚡ Insight TORRO LEWARA — Choix racial

Pour démarrer une ferme moderne à Dabakala, les croisés Zébu × N'Dama ou Zébu × Baoulé constituent le mix optimal : poids adulte supérieur (350–450 kg) acceptable, résistance à la trypanosomiase et meilleur taux de fécondité que le Zébu pur (taux de fécondité des races locales supérieur de plus de 23 points à celui du Zébu).

L'insémination artificielle avec du matériel génétique importé (Nellore, Charolais) est possible pour améliorer les rendements boucher sans sacrifier la résilience.

CHAPITRE 2 | L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1. Évolutions macro-économiques

i. Produit Intérieur Brut — Contribution de l'élevage

La Côte d'Ivoire est la première puissance économique de l'UEMOA, contribuant à 40 % du PIB de l'Union essentiellement par l'agriculture et l'exportation de cultures de rente. Dans cet ensemble, l'élevage ne pèse que 1 % du PIB total et 6,7 % du PIB agricole ; ce qui représente un niveau structurellement très faible pour un pays de cette dimension. La croissance économique globale est évolutive chaque année (+6% en 2024, prévisions à 7 % d'ici 2029), alimentant une demande intérieure croissante en protéines animales.

Indicateur	Valeur 2024	Tendance
Part Agriculture dans PIB National	14,8 %	→ Stable
Part Élevage dans PIB National	1 %	↑ Potentiel fort
Part Élevage dans PIB Agriculture	6,7 %	↑ En progression
Croissance annuelle PIB national	+6 %	↑ Soutenue
Besoins abattage bovin	240 000 têtes/an (657/jour)	Non couvert à 57%

ii. Indice de Production des Industries Agro-alimentaires

La transformation des produits carnés et laitiers reste embryonnaire en Côte d'Ivoire. Seule la filière avicole dispose d'opérateurs intégrés de taille significative comme SIPRA (COQIVOIRE), approvisionnant les grandes enseignes (Carrefour, SOCOCE, SANGEL, KFC). Pour la viande bovine, la transformation est quasi inexistante à l'échelle industrielle : le circuit est dominé par les abattoirs municipaux, les bouchers traditionnels, et de nouvelles compagnies comme Le Blason et Viande de Ferké.

Le lait en vrac est vendu à des transformateurs locaux ou à des industriels locaux comme Nestlé, qui importe l'essentiel de leurs matières premières.

Ces lacunes, au-delà d'être un frein, constituent une opportunité majeure : l'investisseur qui intègre l'aval de la filière (abattage aux normes, découpes conditionnées, chaîne du froid) se positionne sur un marché quasi vierge et peut viser une marge élevée.

Perspectives TORRO LEWARA — Intégration verticale planifiée

Le projet prévoit la construction d'une boucherie-charcuterie et d'une tannerie sur site, ainsi que des magasins de vente à Dabakala, et des unités de traitement du lait. La signature de contrats de vente avec des industriels est recommandée dès la phase de démarrage pour sécuriser la trésorerie. Cette intégration verticale (production-transformation-distribution) est le fondement de la rentabilité du modèle.

⚡ Insight TORRO LEWARA — Mix optimal races et Intégration aval

Pour l'embouche intensive, les zébus Azawak, Gobra et Maure (importations du Mali, Burkina, Niger, Mauritanie) sont privilégiés pour leurs gains moyens quotidiens d'environ 1 kg/j et leurs rendements carcasse de 48 à 60 %. Pour la production laitière, les croisés Prim'Holstein-Nellore et Bororo-Azawak offrent des productions de 20 à 30L par vache par jour dans des conditions de stabulation moderne. Le recours à l'insémination artificielle est recommandé pour optimiser le troupeau reproducteur sans immobiliser du capital sur des taureaux. L'investissement dans une unité d'abattage agréée aux normes HACCP, associé à une chaîne du froid mobile jusqu'à Abidjan, permet de valoriser la carcasse à 3 000 FCFA/kg de viande sans os (contre 1 800 FCFA/kg en prix vif). Le différentiel de valeur ajoutée prévisible est de l'ordre de 50 à 60 % sur le prix final.

Le vrai profit ne sera pas uniquement dans l'élevage, mais dans l'intégration verticale :
Élevage → Abattage → Découpe → Transformation → Distribution → Sous-Produits

2. Indicateurs de développement

Trois dimensions clés structurent l'environnement de développement du secteur :

- Sécurité alimentaire : la couverture nationale des besoins en viande et abats oscille entre 48 et 49% depuis 2019, signifiant qu'un Ivoirien sur deux dépend des importations pour sa consommation de viande. Le déficit laitier dépasse 87%, entravant en grande partie la souveraineté alimentaire qui est un objectif explicite du gouvernement. Les données du Département de l'Agriculture des Etats Unis (USDA) indique que pour faire face à ses déficits en protéines animales en **2024**, la Côte d'Ivoire a **importé** 164 269 tonnes de **viande** et 62 456 tonnes de produits laitiers, pour un total de **217 milliards de FCFA** (362,8 millions USD).
- Autonomie protéique : avec moins de 10 kg de viande bovine consommée par habitant et par an, la Côte d'Ivoire reste en deçà des normes de l'OMS. La croissance démographique et l'urbanisation accélèrent structurellement cette demande. La consommation moyenne de viande (bovine et ovine) par habitant devrait atteindre 35 kg d'ici 2027. Le marché local de la viande et des produits carnés, évalué en **2024** à **900 milliards FCFA** (1,5 milliard de dollars), pourrait atteindre 1 320 milliards de FCFA (2,2 milliards de dollars) d'ici 2027. Le marché **laitier** représente des **importations annuelles** d'environ **117 milliards de FCFA** (195 millions USD).
- Emploi rural : l'agriculture, l'élevage et la pêche fournissent collectivement près de 46 % de l'emploi total. L'élevage constitue une source d'emploi essentielle en milieu rural, avec plus de 700 000 exploitants recensés en 2021. Le projet TORRO LEWARA prévoit la création d'environ 500 emplois directs (éleveurs, trayeurs, vétérinaires, nutritionnistes, mécaniciens, livreurs, administratifs), avec des primes et avantages pour attirer les compétences locales pertinentes dans le domaine.
 Une ferme de 30 000 vaches laitières et 60 000 bœufs d'embouche générerait un tissu économique indirect important dans le département de Dabakala.



CHAPITRE 3 | LE SECTEUR DES PRODUCTIONS ANIMALES — FILIÈRES TRADITIONNELLES

1. Cadre institutionnel et réglementaire

Le secteur de l'élevage est piloté par le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), dont la vision est de repositionner durablement la filière animale comme moteur d'investissement. Le cadre stratégique s'articule autour du Programme National d'Investissement Agricole 2ème génération (PNIA II, 2018–2025) et du Plan National de Développement (PND 2026–2030, en cours d'élaboration). La Direction de la Planification et des Statistiques Pastorales (DPSP) publie les statistiques sectorielles.

Les programmes phares actuellement actifs :

- **PONADEPA 2022-2026** : dotée d'un budget de 1 049 milliards FCFA,
- **PNADEC-Lait 2021-2030** : Plan National de Développement Chaîne de Valeur Lait
 - **Phase 1 (2021-2025)** : Mise en place des bases de la chaîne de valeur lait
 - **Phase 2 (2026-2030)** : Développement intensif de l'élevage laitier
- **PRO-Bovine (2023–2028)** : doté de 9,7 milliards FCFA (16,2 millions USD), ce programme vise à renforcer les capacités de 770 éleveurs, installer 350 nouveaux opérateurs, créer 5 marchés à bétail et construire 100 mini-rôtisseries à terme, avec une concentration dans les zones Nord (Boundiali, Région du Hambol).
- **FPPA** : Fonds de Promotion des Productions Animales
- **Fonds de garantie** (20 milliards FCFA) : pour faciliter aux éleveurs l'accès au crédit.

⚡ Insight TORRO LEWARA — Levier institutionnel

Le projet Torro Lewara recommande explicitement l'obtention d'un avis favorable en Conseil des Ministres et le soutien des autorités gouvernementales.

La phase initiale de Rencontre des Autorités pour présentation du projet, Accords et accompagnement est une priorité de démarrage.

La ferme Torro Lewara peut directement bénéficier du programme PRO-Bovine pour ses phases de croissance. Un partenariat avec le MIRAH, dès la phase de faisabilité, permettra d'obtenir un appui technique de l'ANADER, une exonération partielle sur les intrants vétérinaires et une visibilité institutionnelle facilitant l'accès au financement bancaire ou aux bailleurs de fonds internationaux (BAD, BOAD, IFC).

2. Chéptels existants et bassins de production

La Région du **Nord** concentre environ **65 % du cheptel bovin national**, avec une densité avoisinant 19 bovins au km² dans certaines zones ; comparable à celle du Mali ou du Burkina Faso.

Les bovins y sont principalement élevés en système pastoral transhumant ou agropastoral sédentarisé. Dabakala et le Hambol s'inscrivent dans cette vocation pastorale historique, confirmée par la présence de couloirs de transhumance structurés (axes Kong–Dabakala) et une tradition agropastorale peule ancienne. Le département de Dabakala qui s'étend sur 9 670 km² avec des sols argilo-ferralitiques recouverts de

savanes arborées et de galeries forestières le long des cours d'eau, offre des conditions agro-climatiques favorables pour l'élevage.

L'élevage traditionnel reste prédominant avec des troupeaux moyens de 10~20 têtes par propriétaire. Les performances sont limitées par l'absence d'interventions sanitaires systématiques et de compléments alimentaires en saison sèche. L'élevage moderne, dans la région présente des performances zootechniques nettement supérieures aux autres régions de la Côte d'Ivoire.

PROJET TORO LEWARA — Foncier et utilisation de l'espace (5 000 ha)

La création d'une ferme clôturée avec des pâturages sécurisés à Torro Lewara (Dabakala) nécessite une titularisation foncière solide (contrat de bail ou titre foncier auprès de la Préfecture de Dabakala) et un dialogue préalable avec les communautés locales pour anticiper les conflits. Une cartographie des couloirs de transhumance existants actuellement est indispensable.

L'utilisation du foncier est planifiée avec précision : 1 000 ha d'enclos bovins, 1 200 ha de pâturage, 1 000 ha de maïs, 1 000 ha de soja, 5 000 ha de riz irrigué (décentralisé sur tout le département de Dabakala), et 400 ha pour les constructions. Cette diversification intégrée (cultures fourragères + céréales) réduit la dépendance aux achats d'intrants et crée un système économique circulaire. La sécurisation foncière (titre foncier ou bail emphytéotique) est une condition préalable absolue.

3. Réseau et infrastructures d'abattage

Les abattoirs ivoiriens sont essentiellement municipaux et concentrés en milieu urbain. Le principal abattoir d'Abidjan, récemment modernisé à Port-Bouët, puis déplacé à Anyama, a vu ses tarifs d'abattage multiplier par six (de 4 000 à 25 000 FCFA par bête), ce qui a généré une hausse des prix de la viande de bœuf avec os de 2 800 à 3 500 FCFA/kg et sans os de 3 500 à 4 000 FCFA/kg à Abidjan, provoquant ainsi de petites tensions sociales, malgré l'amélioration des standards sanitaires d'abattage.

Les marchés à bétail sont concentrés dans le Nord, et les prix de grossistes se forment de gré à gré entre éleveurs et acheteurs. Les moyens de transport des animaux vivants ne respectent pas les normes internationales de bien-être animal, ce qui génère des pertes de poids et une altération qualitative du produit final.

PROJET TORO LEWARA — Boucherie, charcuterie et tannerie intégrées

Le projet prévoit la construction sur site d'une boucherie, d'une unité de charcuterie et d'une tannerie — valorisant ainsi l'intégralité de la carcasse (cuirs et sous-produits). Cette intégration de l'aval est une décision stratégique majeure : elle permet de capter le différentiel de valeur entre le prix vif (~300 000 FCFA/bête) et la valeur carcasse vendue au détail (4 000 FCFA/kg, soit ~600 000 FCFA de chiffre d'affaires par animal).

4. Flux de bétail et dynamiques pastorales

La Côte d'Ivoire est un pays importateur net de bétail vivant depuis les pays sahéliens (Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie).

En 2025, les arrivages de bétail ont augmenté de 50 % par rapport à l'année précédente, grâce à l'ouverture des frontières. Cette dépendance crée des risques (sanitaires,

logistiques, de prix) que la production locale structurée peut éliminer. Le projet prévoit d'approvisionner l'embouche en zébus (Azawak, Gobra, Maure) depuis le Brésil, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Mauritanie, avec des commandes récurrentes tous les 3 mois pour des lots de 15 000 têtes. La proximité de Dabakala avec le corridor Abidjan–Ouagadougou faciliterait cet approvisionnement régulier. La recommandation d'un « contrat d'assistance brésilienne sur 5 ans » est pertinente : le Brésil est le premier exportateur mondial de viande bovine et dispose d'une expertise reconnue en élevage tropical intensif (race Nellore, systèmes d'embouche en flux continu).

Projet TORRO LEWARA — Embouche en flux continu et rotation

L'embouche de Torro Lewara fonctionne selon un système de rotation trimestrielle, et non comme un troupeau statique : la capacité totale de 60 000 têtes est répartie en 4 lots de 15 000 têtes, chacun engagé dans un cycle d'engraissement d'environ 3 mois. Chaque trimestre, un lot arrivé à maturité est commercialisé (vente ou abattage) et immédiatement remplacé par une nouvelle commande de 15 000 têtes en provenance des bassins d'approvisionnement (Brésil, Mali, Burkina Faso, Niger, Mauritanie). Ce modèle présente trois avantages majeurs : (1) un flux de trésorerie trimestriel régulier plutôt qu'un unique cycle annuel, (2) une capacité d'ajustement rapide aux fluctuations de prix et de demande, et (3) un besoin en fonds de roulement optimisé puisque l'intégralité du cheptel n'est jamais immobilisée simultanément sur un cycle long. En rythme de croisière, ce dispositif écoule ainsi 60 000 têtes par an.

5. Infrastructures pastorales et zones de production à l'horizon 2040

Le gouvernement ivoirien, dans le cadre du PNIA II et du PND 2026–2030, planifie un renforcement des infrastructures pastorales dans le Nord : construction de barrages d'abreuvement, réhabilitation de couloirs de transhumance, et nouveaux marchés à bétail. La transhumance reste active dans le Hambol avec des tensions récurrentes entre éleveurs Peuls et agriculteurs Malinké ou Sénoufo pour l'accès au foncier et aux ressources fourragères, amplifiées par le recul des pâturages au profit des cultures de cajou. Une ferme clôturée et sédentarisée telle que prévu neutraliserait ce risque.

La région du Hambol bénéficie d'une position géographique stratégique : elle est traversée par le corridor international reliant la Côte d'Ivoire aux pays sahéliens, offrant un axe stratégique d'approvisionnement et un accès aux flux de bétail régionaux et aux marchés urbains du Centre et du Sud. La ville de Dabakala, située à 498 km d'Abidjan et 125 km de Bouaké, présente plusieurs avantages, avec une disponibilité foncière, une faible densité industrielle, un fort potentiel fourrager, et un accès hydrique via la rivière Kinkéné. **Torro Lewara** est stratégiquement bien positionné et offre une structuration foncière pouvant mettre à disposition plus de 10.000 hectares pour le projet. Le vrai avantage compétitif ici sera l'autonomie alimentaire du troupeau, ce qui protégerait contre l'explosion future du prix des intrants.

Insight TORRO LEWARA — Foncier et sécurisation

La création d'une ferme clôturée avec des pâturages sécurisés à Torro Lewara (Dabakala) nécessite une titularisation foncière solide (contrat de bail ou titre foncier auprès de la Préfecture de Dabakala) et un dialogue préalable avec les communautés locales pour anticiper les conflits. Une cartographie des couloirs de transhumance existants actuellement est indispensable.

6. Prix et tarification des produits de l'élevage

Produit	Prix consommateur Abidjan 2024–2025	Remarques
Viande bœuf avec os	3 000–3 500 FCFA/kg	Stable depuis 4 mois (août 2024)
Viande bœuf sans os	3 500–4 000 FCFA/kg	Hausse post-modernisation abattoir
Viande bétail vif	2 700–3 000 FCFA/kg	Zone non productrice
Viande ovine/caprine	1 900 - 2 800 / kg	Abattoir
Œufs (boîte 30)	2 100 - 2 500 FCFA	Départ-ferme
Lait traditionnel	300–600 FCFA/L	Selon villes (Korhogo, Abengourou)
Bovin vivant (gros)	250 000 / tête	Marché à bétail

L'absence de marché de gros de référence fragilise la formation des prix fixés et pénalise les éleveurs les moins organisés. Un opérateur structuré, en mesure de négocier directement avec les grandes surfaces et les restaurants, peut s'affranchir de plusieurs intermédiaires et capter une prime de qualité significative.

Les prix connaissent des pics saisonniers liés aux fêtes religieuses (Tabaski, Noël, Pâques, Ramadan), avec des variations de 30 à 50%. La viande importée coûte environ la moitié du prix des produits locaux, ce qui constitue une concurrence déloyale pour les éleveurs nationaux.

7. Prévisions de production nationale et structuration de la filière laitière

La CEDEAO a identifié la production laitière locale comme une priorité régionale en Afrique de l'Ouest.

La filière laitière est le parent pauvre du secteur agropastoral ivoirien : le déficit dépasse 87 % des besoins nationaux, les importations de lait et produits dérivés pesant lourd dans la balance commerciale alimentaire. On recense seulement une cinquantaine de fermes laitières modernes sur l'ensemble du territoire. En élevage traditionnel, la production est irrégulière et la valorisation commerciale quasi inexistante hors zones péri-urbaines. La dépendance aux importations dépasse 80 % des besoins totaux, pour une facture annuelle de plus de 117 milliards FCFA (195 millions USD). On ne recense qu'une cinquantaine de petites fermes laitières sur l'ensemble du territoire.

Le PNADEC-Lait 2021–2030, entré dans sa phase de « développement intensif » en 2026, crée l'environnement institutionnel idéal pour Torro Lewara. La CEDEAO pousse à l'exonération de TVA sur les produits laitiers locaux et au relèvement des droits d'importation, ce qui améliorera mécaniquement la compétitivité du lait local.

** PROJET TORO LEWARA — Dimensionnement laitier de Toro Lewara**

Le volet laitier est ambitieux : 30 000 vaches dont 80 % en lactation (24 000 vaches à 20 L/jour chacune) pour un objectif de 480 000 litres/jour.

Le troupeau comprend : 24 000 vaches en lactation, un pool de génisses de renouvellement (taux de renouvellement 15 % les 3 premières années), des vaches taries (repos pré-vêlage) et 50 taureaux reproducteurs (substituables par insémination artificielle). Les races retenues — Prim'Holstein croisé, Nellore croisé, Bororo-Azawak croisé — produisent 20 à 30 L/vache/jour en stabulation libre.

Avec 480 000 L/jour à 400 FCFA/L, le chiffre d'affaires laitier annuel dépassera 70 milliards FCFA. Même à 50 % de capacité (montée progressive), le revenu laitier annuel excèderait 35 milliards FCFA par an. Ce flux de revenus récurrents sécurise la trésorerie de l'ensemble du projet et complète la logique de flux trimestriel de l'embouche.

** Insight TORRO LEWARA — Diversification vers le lait**

L'introduction progressive d'un troupeau bovin laitier (races croisées ou Holstein adaptées au tropical) dans la ferme Toro Lewara offre une double valorisation : viande et lait. En zone Nord, le prix du lait en ferme moderne varie entre 400 et 600 FCFA/L. Avec un troupeau laitier de 500 vaches produisant 5–7 L/jour en crôisé, la ferme peut générer un revenu laitier annuel conséquent, favorisant une diversification qui lisse le cycle de revenus de l'élevage bovin en embouche.

** PROJET TORO LEWARA — Infrastructure énergétique et hydraulique**

Le projet intègre une centrale solaire de 5 à 15 MW et un groupe thermique au biogaz de 3 MW, des forages profonds (débit > 30 m³/h) avec château d'eau et une station de traitement des effluents (lisier). La méthanisation (biogaz à partir du lisier) est envisagée pour produire de l'énergie et des engrais organiques, bouclant ainsi le cycle de l'économie circulaire. Ces infrastructures confèrent une autonomie totale en énergie et en eau, réduisant les risques opérationnels.

CHAPITRE 5 | ANALYSES ET PERSPECTIVES

1. Mix zootechnique, résilience climatique et empreinte environnementale

La région de Dabakala (Hambol) présente une pluviométrie annuelle comprise entre 900 et 1 200 mm, une savane arborée abondante et des galeries forestières le long du N'Zi et de la Comoé. Ces écosystèmes offrent plus de 11 millions d'hectares de pâturages naturels sur l'ensemble du territoire national, dont une large part dans le Centre-Nord.

Les défis climatiques à anticiper pour la ferme Toro Lewara incluent la réduction des ressources fourragères en saison sèche (novembre–mars) et les risques d'inondation en saison des pluies. Une approche sylvo-pastorale (avec arbres fourragères : *Leucaena*, *Gliricidia*) réduit la dépendance aux achats d'aliments et renforce la résilience du système. Toutefois, les conflits éleveurs-agriculteurs restent un risque structurel dans le Hambol, amplifié par l'expansion des cultures d'anacarde. **La ferme clôturée constitue une réponse partielle à ce risque en sédentarisant intégralement le cheptel.**

Pour une ferme de 30 000 vaches laitières et 60 000 boeufs d'embouche à Dabakala, un mix bovin viande-lait est optimal :

- ✓ **40% vaches laitières** (24 000 têtes) : lait pour le marché local et la transformation
- ✓ **50% de bovins viande** (30 000 têtes) : production de viande bovine de qualité.
- ✓ **10% de reproducteurs** (6 000 têtes) : autonomie et renouvellement du cheptel.

Le projet est cohérent sur un modèle hybride, avec une logique de maîtrise du risque :

- **Phase 1 (0–3 ans)** : Embouche intensive dominante, Construction infrastructures, Mise en culture fourragère,
- **Phase 2 (3–5 ans)** : Montée en production de lait, Installation transformation,
- **Phase 3 (5–7 ans)** : Industrialisation complète, Montée en export.

Le projet prévoit une autonomie en énergies renouvelables avec une mini centrale **solaire de 5 à 15 MW**, et une unité de production au **biogaz ou au méthane de 3 MW**. Cela favoriserait la **maîtrise des coûts énergétiques** ; la **valorisation du lisier** ; la **production d'engrais organiques** sous une vraie économie circulaire. Le projet intègre également des forages profonds (débit > 30 m³/h) avec château d'eau et une station de traitement des effluents (lisier). La méthanisation (biogaz à partir du lisier) est envisagée pour produire de l'énergie et des engrais organiques, bouclant ainsi le cycle de l'économie circulaire. Ces infrastructures confèrent une autonomie totale en énergie et en eau, réduisant les risques opérationnels.

2. Consommation de protéines animales et balance commerciale

La dépendance aux importations est le déficit structurel le plus critique du secteur. Ce déficit s'aggrave avec l'urbanisation et la montée de la classe moyenne.

La viande bovine, deuxième source de protéines après le poisson, représente le segment le plus déficitaire et le plus porteur pour les investisseurs locaux.

3. Coûts de production et rentabilité des exploitations

Les coûts de production en élevage bovin moderne en zone soudano-sahélienne d'Afrique de l'Ouest s'articulent autour de trois postes majeurs :

- **Alimentation** : en embouche semi-intensive, le coût alimentaire varie entre 1 000 et 2 500 FCFA par animal et par jour selon la qualité de la ration (fourrage naturel + complément concentré). À l'échelle d'un troupeau de 5 000 têtes en saison sèche, le poste alimentation peut représenter 250 à 500 millions FCFA par mois.
- **Soins vétérinaires** : l'intégration d'un protocole sanitaire systématique (vaccination, déparasitage, soins curatifs) est indispensable. Dans l'élevage villageois traditionnel, les coûts vétérinaires étaient limités à ~1 290 FCFA par animal et par an (données SODEPRA). Un système moderne doit prévoir un budget vétérinaire supérieur, de l'ordre de 5 000 à 15 000 FCFA par animal et par an.
- **Main-d'œuvre et gestion** : le personnel représente 60–70 % des coûts opérationnels hors alimentation. Le recrutement local (bergers, techniciens) est à privilégier pour réduire les charges et renforcer l'ancrage territorial. Le projet prévoit 400 à 500 employés avec des profils variés (bergers, trayeurs, vétérinaires, nutritionnistes, techniciens, mécaniciens, administratifs). Il est prévu des primes et avantages en nature (logement, véhicule) pour les compétences rares, ainsi qu'un contrat d'assistant technique expatrié sur 5 ans.
- **Sécurité** : le projet prévoit la mise à disposition de la police (2 pick-up) et de la gendarmerie (2 pick-up) avec carburant, entretien et assurance pour les patrouilles — une mesure pragmatique étant donné l'éloignement du site (32 km de Dabakala).

4. Perspectives et modernisations du secteur

Le secteur de l'élevage bovin ivoirien est à l'aube d'une transformation structurelle portée par plusieurs facteurs convergents :

- La volonté politique affichée au plus haut niveau : le ministre a fait du repositionnement de l'élevage en véritable moteur d'investissement une priorité de mandature, avec une présentation à l'international (SIA Paris 2026).
- L'accélération des investissements privés : des fermes modernes plus grande que celles existantes émergent dans différentes régions (Bouaké, Daloa, Korhogo).
- La technologie au service de la productivité : insémination artificielle, suivi sanitaire digital, systèmes d'alimentation automatisés, et gestion de troupeau par applications mobiles sont des leviers disponibles et accessibles à l'échelle d'une ferme de plus de 5 000 têtes.
- Le marché régional CEDEAO : la Côte d'Ivoire est entourée de marchés à fort potentiel (Ghana, Nigeria, Burkina Faso). Une ferme ultra-moderne aux normes sanitaires internationales peut se positionner sur l'export à moyen terme.
- L'économie circulaire : embouche en flux continu + lait + cultures fourragères + biogaz + engrais organiques + tannerie = modèle intégré à très haute valeur ajoutée et faible dépendance aux intrants extérieurs.

Pour Torro Lewara, les facteurs clés de succès seront : (i) la maîtrise des coûts d'alimentation via la production fourragère locale, (ii) l'accès à des races améliorées et à l'assistance vétérinaire, (iii) la sécurisation foncière et la gestion des relations avec les communautés locales, et (iv) l'accès aux marchés de consommation via une logistique performante. Le cadre favorable de la PONADEPA 2022-2026 et les incitations gouvernementales au secteur privé agricole constituent des atouts majeurs pour la viabilité du projet.

Torro Lewara est un projet de souveraineté alimentaire nationale intégrant :

Production animale → Transformation → Commercialisation → Énergie → Fertilisation

La réussite du projet dépendra de 6 leviers essentiels :

- | | |
|--------------------------|--------------------------------|
| 1. Sécurisation foncière | 4. Excellence vétérinaire |
| 2. Sécurisation hydrique | 5. Contrats industriels fermes |
| 3. Exécution par phases | 6. Gouvernance rigoureuse |

Avec une bonne exécution, Torro Lewara peut devenir en 10 ans le plus grand complexe bovin, laitier et de transformation de produits animaliers en Côte d'Ivoire.

⚡ **Insight TORRO LEWARA — Technologie & différenciation**

L'ultra-modernité de la ferme Toro Lewara doit se manifester sur trois axes :

(1) Numérique — gestion de troupeau par logiciel (boucles électroniques RFID, suivi santé en temps réel),

(2) Alimentation — culture fourragère irriguée et ration raisonnée pour réduire la variabilité saisonnière des charges,

(3) Certification — référentiel vétérinaire CEDEAO et label qualité « Viande Ivoirienne » pour accéder aux circuits GMS et hôtels 5 étoiles d'Abidjan. Ces axes fondent un avantage concurrentiel durable face aux importations et aux élevages traditionnels.

IMPACT ÉCONOMIQUE GLOBAL DE LA FERME TORO LEWARA*Projections à terme (30 000 vaches laitières et 60 000 bœufs d'embouche en régime de croisière, horizon 5–10 ans)*

Dimension d'impact	Estimation chiffrée	Effet sur l'économie nationale
Valeur du troupeau acquis	~ 31,5 milliards FCFA	300 000–350 000 FCFA/bête vive en embouche
Chiffres d'Affaires - Embouche (60 000 têtes en rotation)	> 50 milliards FCFA/an	4 lots de 15 000 têtes chaque trimestre, à 3 000 FCFA/kg
Chiffres d'Affaires - Laitier (480 000 L/j)	> 70 milliards FCFA/an	Dont contrats industriels (Nestlé, etc.)
Chiffres d'Affaires total annuel	> 120 milliards FCFA/an	Projet structurant de rang national
Emplois directs	250 à 400 postes	Développement rural Hambol (Dabakala, Katiola, Niakara)
Emplois indirects	700 à 2 000 postes	Filière amont (aliments, vét.) & aval (bouchers, transport)
Réduction importations de viandes	1000 à 3 000 TEC/an	Substitution ~ 6 à 10 Millions USD d'importations
Réduction importations de lait	175 Millions de L/an	~50–70 milliards FCFA de substitution
Recettes fiscales générées	5–10 milliards FCFA/an	IS, TVA, taxes locales, cotisations sociales
Investissement en infra. locales	Centre santé, écoles, routes	Désenclavement de Torro Lewara
Effet d'essaimage régional	Modèle répliquable Hambol	Structuration filière pour les éleveurs voisins
Potentiel d'exportation régional CEDEAO	20–30 % du chiffre d'affaires	Ghana, Burkina Faso, Libéria

La ferme Torro Lewara, à terme, représentera l'un des plus grands établissements d'élevage bovin privé de Côte d'Ivoire. Son impact dépasse le simple chiffre d'affaires : elle constitue un « hub » agropastoral susceptible de structurer toute une économie locale à Dabakala, de former une nouvelle génération de techniciens et d'éleveurs, et de repositionner la région du Hambol comme pôle d'excellence élevage.

Dans un contexte où le marché national de la viande pourrait atteindre 2,2 milliards USD d'ici 2027 et où l'État s'est résolument positionné en faveur de la modernisation du secteur, la fenêtre d'opportunité pour un investissement pionnier est historique.

Planning de réalisation — Phases clés (7 ans)

Phase	Durée	Activités prioritaires
Phase 0 : Préparation et Aménagements	Mois 1–6	Autorisations gouvernementales, sécurisation foncière, financement bailleurs, acquisition véhicules logistiques, ouverture route accès site, retenue d'eau (barrage Kinkéné)
Phase 1 : Cultures	Mois 12–24	Mise en place cultures fourragères (maïs, soja, Maralfalfa), riz irrigué en bas-fonds (3 000 ha département Dabakala), forages
Phase 2 : Embouche	Mois 18–36	Construction enclos, dépôts vétérinaires, boucherie-charcuterie, tannerie, magasins Dabakala. Achat du 1er lot de 15 000 têtes, puis montée progressive vers le rythme de 4 lots rotatifs/an.
Phase 3 : Laitier	Mois 30–54	Stabulation libre vaches laitières, salle de traite, unité de traitement lait, centrale solaire à 15 MW, groupe biogaz 3 MW. Acquisition 1er troupeau laitier.
Phase 4 : Croisière	Années 5–7	Rotation complète à 60 000 têtes/an + 30 000 vaches laitières en régime stabilisé. Contrats industriels. Export régional.
Phase 5 : RSE	Mois 6–18	Solaire 5 MW, logements pour travailleurs, centres de santé communautaires, écoles primaires dans le département

Recommandations stratégiques clés

- Obtenir l'aval du Conseil des Ministres et le soutien du MIRA : c'est la clé d'accès aux exonérations fiscales, aux financements concessionnels et à la sécurisation foncière.
- Construire par phases pour sécuriser l'investissement : ne pas immobiliser le capital total dès le départ ; les recettes des premières rotations d'embouche (phase 3) financent partiellement la phase laitière.
- Signer des contrats de vente avec des industriels (Nestlé, SITAB, grandes surfaces) : c'est la garantie de revenus récurrents qui légitime le financement bancaire, et qui s'accorde parfaitement avec le rythme trimestriel de livraison des lots d'embouche.
- Engager un contrat d'assistance technique brésilienne (Embrapa ou opérateur privé) sur 5 ans pour les volets génétique, conduite d'embouche en flux continu et gestion de troupeau laitier tropical.
- Sécuriser la logistique d'approvisionnement trimestriel : anticiper les commandes de 15 000 têtes auprès des fournisseurs régionaux (Mali, Burkina, Niger, Mauritanie) avec un délai suffisant pour éviter toute rupture de flux entre deux rotations.
- Intégrer la dimension sécuritaire dès la phase 1 : mise à disposition de véhicules de patrouille (police et gendarmerie) pour protéger un site isolé de grande valeur.
- Privilégier le recrutement local pour les postes de base (bergers, agents d'hygiène, manutentionnaires) et offrir des primes + logement pour attirer vétérinaires, nutritionnistes et techniciens de traite.
- Anticiper la compétitivité régionale : obtenir dès la construction la certification vétérinaire CEDEAO pour pouvoir exporter la viande et le lait transformé vers les pays de la CEDEAO.

— Fin de la note de synthèse —

